

## REGLEMENT DE VOTE – ELECTION DES DELEGUES

Validé en conseil d'administration le 27 JUIN 2019

### SECTION I – DISPOSITIF DE CONTRÔLE DES ÉLECTIONS – LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

#### Article 1 : Commission électorale

La commission électorale est composée des administrateurs-référents et est présidée par le 1<sup>er</sup> vice-président de la Mutuelle.

La commission électorale peut se faire assister par des collaborateurs salariés disposant de compétences techniques utiles.

Convoquée par le président du conseil d'administration, elle est compétente pour :

- appliquer le calendrier électoral établi par le conseil d'administration,
- valider les listes des candidats aux fonctions de délégués des sections de vote prévues à l'article 13 des statuts,
- veiller à organiser la publicité des opérations électorales,
- veiller au bon déroulement des opérations électorales,
- proclamer les résultats,
- établir les procès-verbaux,
- arbitrer les contentieux relatifs aux élections des délégués à l'assemblée générale.

#### Article 2 : PROTECTION DES DONNEES

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les électeurs disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes aux données qui les concernent. Droit qu'ils peuvent exercer en adressant leur demande sous pli non affranchi à : La France Mutualiste - Délégué à la protection des données - Autorisation 77827 - 92089 La Défense Cedex ou par mail à : [protectiondesdonnees@la-france-mutualiste.fr](mailto:protectiondesdonnees@la-france-mutualiste.fr).

### SECTION II – ELECTION DES DELEGUES A L'ASSEMBLEE GENERALE

#### Article 3 : Constitution et rôle des sections de vote

Pour permettre la représentation à l'assemblée générale, de tous les membres participants, le conseil d'administration, conformément aux articles 13 et 14 des statuts de la Mutuelle, définit le périmètre géographique et/ou socioprofessionnel des sections de vote qui peuvent couvrir un département ou plusieurs départements.

Les sections de vote n'ont pas de personnalité juridique.

La Mutuelle organise l'élection des délégués de chaque section de vote par les membres participants qui y sont attachés.

#### **Article 4 : Localisation et affectation des membres participants**

Les membres participants sont affectés soit à la section qui couvre le département de leur adresse, soit à leur section professionnelle. La description de la carte électorale figure en annexe.

#### **Article 5 : Nombre de délégués**

Le nombre de délégués par section de vote est calculé au 31 décembre de l'année précédant l'organisation des élections pour le renouvellement total des délégués, à raison d'un délégué pour 2.000 membres participants et fraction de 2.000 membres participants.

Ce nombre ne varie pas jusqu'à l'organisation des élections générales suivantes.

Le nombre de délégués ne peut être inférieur à un par section de vote sauf en cas d'absence de candidat déclaré lors de l'élection.

#### **Article 6 : Durée du mandat**

La durée du mandat de délégué est de 3 ans, c'est-à-dire qu'il débute le premier jour de l'assemblée générale et cesse la veille de l'assemblée générale, qui approuve les comptes annuels se tenant l'année du troisième anniversaire de leur élection.

En cas d'absence totale de représentation des adhérents d'une section de vote, suite à la démission, au décès ou à la perte de qualité (art. 7) d'un délégué élu, une nouvelle élection a lieu l'année suivante. Le mandat des délégués élus lors de ces élections partielles court jusqu'à la veille de l'assemblée générale se tenant l'année du renouvellement triennal de tous les délégués de la mutuelle.

Le mandat de délégué est renouvelable.

#### **Article 7 : Conditions d'éligibilité des délégués**

Pour être éligible en tant que délégué au sein d'une section de vote, il faut au 31 décembre de l'année précédant les élections :

- avoir au moins 18 ans révolus,
- avoir une adresse dans le périmètre géographique de la section de vote.

De plus il faut satisfaire aux conditions ci-dessous, dont la perte en cours de mandat entraîne la perte de la qualité de délégué :

- avoir la qualité de membre participant,
- n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation dans les conditions énumérées à l'article L.114-21 du code de la mutualité,
- ne pas être salarié de la Mutuelle.

#### **Article 8 : Appel à candidature et déclaration des candidatures**

La France Mutualiste fait appel à candidature par tous moyens, et notamment dans « La France Mutualiste & Vous » et/ou sur son site internet au moins 15 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Les conditions d'éligibilité visées à l'article 7 et l'adresse du dépôt de candidature sont rappelées dans l'appel à candidature.

La déclaration de candidature aux fonctions de délégué doit comporter obligatoirement :

- une photocopie couleur recto-verso de sa carte nationale d'identité ou de son passeport en cours de validité,
- une photographie d'identité couleur récente,
- un curriculum vitae précisant :
  - o nom, prénoms, adresse complète, téléphone, adresse mail ;
  - o date de naissance ;
  - o expérience professionnelle ;
  - o numéro d'adhérent et section de vote de rattachement ;
  - o mandats éventuellement exercés au sein de la Mutuelle (mandataire mutualiste, président de comité mutualiste, délégué, administrateur....) ;
- un courrier précisant les motivations.

La candidature doit être adressée par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard le jour de la date limite (date de 1<sup>ère</sup> présentation), à l'adresse communiquée.

Toute candidature adressée à une autre adresse et/ou une autre dénomination, reçue après la date limite et/ou ne comportant pas les éléments visés ci-dessus n'est pas prise en compte.

Les candidatures sont validées par la commission électorale.

Elles sont ensuite enregistrées au siège de la Mutuelle sous le contrôle et la responsabilité du président de la commission électorale.

#### **Article 9 : Conditions pour être électeur**

Chaque membre participant ou honoraire dispose d'une voix et peut donc à ce titre participer à l'élection des délégués de la section de vote à laquelle il est rattaché.

S'il est mineur non émancipé, ou majeur sous tutelle, le droit de vote est exercé par son représentant légal.

#### **Article 10 : Date limite de tenue de l'élection et mode de scrutin**

L'élection doit avoir lieu au moins 45 jours avant la tenue de l'assemblée générale de la Mutuelle.

Le scrutin est organisé dans le respect du calendrier fixé en Conseil d'Administration.

L'élection des délégués se déroule à bulletin secret et suivant le scrutin pluri nominal majoritaire à un tour, c'est-à-dire que sont élus les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix jusqu'à concurrence du nombre de sièges à pourvoir.

Il n'est pas requis de quorum.

Dans le cas où deux candidats obtiendraient un nombre identique de suffrages, l'élection est acquise au candidat le plus jeune.

#### **Article 11 : Appel à un prestataire**

La France Mutualiste retient le prestataire accrédité par le conseil d'administration pour l'ensemble des opérations des élections des délégués.

Les opérations matérielles liées au bon déroulement des élections décrites aux articles 12 à 15 sont confiées à un prestataire qui garantit dès lors la sincérité et l'anonymat des opérations électorales selon les termes du cahier des charges qui lui est communiqué.

Il fournit le matériel électoral qu'il adresse à chaque adhérent/électeur et reçoit en retour les bulletins de vote jusqu'à la date limite fixée par le conseil d'administration. Il conserve les bulletins de vote jusqu'au jour du dépouillement prévu par le conseil d'administration.

En cas de vote électronique (total ou partiel), le prestataire est garant des bulletins contenus dans l'urne électronique jusqu'au jour de dépouillement prévu par le conseil d'administration.

#### **Article 12 : Bulletins de vote**

La Mutuelle reçoit les candidatures (dans ce cas l'adresse communiquée à l'article 8 est celle de la Mutuelle) qu'elle trie par section de vote avant validation par la commission électorale.

Elles sont ensuite transmises au prestataire qui établit un bulletin de vote par section de vote, récapitulant la liste des candidats de la section de vote classée par ordre alphabétique à partir d'une lettre préalablement tirée au sort par le conseil d'administration.

Le prestataire se charge de l'impression des bulletins (comportant les éléments nécessaires au vote électronique s'il y a lieu) en autant d'exemplaires que nécessaire.

#### **Article 13 : Diffusion du matériel électoral**

Le matériel électoral comporte :

- un bulletin de vote OU une carte de vote avec « un code barre » qui correspond à l'identification de l'adhérent, assurant ainsi son anonymat et la confidentialité de son vote.
- 1 pli retour comportant la formule imprimée :

**LA FRANCE MUTUALISTE**  
**Élection des délégués à l'assemblée générale**  
**(adresse du prestataire /ou BP à définir)**

- un courrier d'accompagnement précisant, en outre, les modalités de l'élection, par référence aux dispositions des statuts, du règlement intérieur et du présent règlement de vote.
- En cas de vote électronique, le courrier précise les éléments d'identification du votant et les modalités du vote (URL – Dates etc...)

En tenant compte des sections de votes auxquelles ils appartiennent, le prestataire adresse par courrier postal ce matériel électoral aux adhérents/électeurs, à partir d'un fichier d'adresses fourni par la Mutuelle, à la date retenue par le conseil d'administration qui devra être au minimum de 30 jours avant la date retenue pour le dépouillement des suffrages (la date du dépôt faisant foi).

Le vote a lieu par correspondance ou par internet, chaque électeur dispose d'une voix.

#### **Article 14 : Vote**

1. Le choix des candidats s'opère par « cochage » de leur nom sur le bulletin de vote papier ou sur le site électronique de vote dans la limite du nombre de postes de délégués à élire pour chaque section de vote considérée.

2. S'il vote par correspondance, l'électeur-adhérent adresse son courrier par voie postale avant la date limite fixée par le conseil d'administration (soit 5 jours avant la date de dépouillement des suffrages), la date de réception faisant foi.

3. S'il vote par internet, l'électeur procède à son vote dans la période d'ouverture des élections précisée dans le courrier qu'il a reçu.

### **Article 15 : Dépouillement**

La date et le lieu de dépouillement des bulletins de vote sont déterminés par le conseil d'administration. Les opérations de dépouillement pourront être conduites pendant plusieurs jours si nécessaires, en fonction du volume de bulletins réceptionnés.

La commission électorale procède en premier lieu à l'ouverture de l'urne électronique.

Pour ce qui concerne les bulletins de vote « papier », les votes sont dépouillés par lecteur optique et sont ajoutés aux résultats obtenus par vote électronique. En cas de doublon, seul le vote électronique est conservé.

En fin de dépouillement sont comptabilisés pour chaque section de vote d'une part les blancs ou nuls et d'autre part les scores de chaque candidat.

Ces opérations sont supervisées par la commission électorale.

### **Invalidation des bulletins « blancs » ou « nuls »**

Est considéré comme « NUL » :

- ✓ tout bulletin raturé ou qui comporte une quelconque inscription ne pouvant s'apparenter à une sélection par « cochage » du nom d'un ou plusieurs des candidats déclarés,
- ✓ tout bulletin sur lequel il a été désigné plus de candidats que de postes à pourvoir
- ✓ Il ne peut pas y avoir de bulletin nul par vote électronique.

Est considéré comme « BLANC » :

- ✓ tout bulletin (papier ou électronique) sur lequel aucun nom de candidat n'est coché.

Les bulletins en doublon (vote papier alors d'un vote électronique a été enregistré) sont ignorés.

Les bulletins « Blancs » et « Nuls » ne sont pas pris en compte lors du décompte des suffrages.

### **Article 16 : Résultats de l'élection et établissement du procès-verbal des résultats**

À l'issue du dépouillement, seront élus par ordre décroissant des voix obtenues, les candidats qui justifieront du plus grand nombre de suffrages exprimés, à concurrence du nombre de postes de délégués à pourvoir au sein de chaque section de vote.

Il est dressé un procès-verbal comportant :

- le nombre de suffrages exprimés par candidat,
- le nombre de suffrages considérés comme NULS,

- le nombre de votes BLANCS,
- les candidats élus.

Il est signé par tous les membres de la commission électorale.

Les résultats sont diffusés par tous moyens, notamment sur internet et auprès de chaque section de vote.

## **SECTION III – ORGANISATION D'ÉLECTION PARTIELLE**

Se référer à l'article 6.

### **Article 17 : Dispositions générales**

Les dispositions de la section II du règlement de vote sont applicables à l'organisation de l'élection partielle sauf dérogations suivantes :

### **Article 18 : Constitution et rôle des sections de vote - Localisation et affectation des membres participants**

Par dérogation aux articles 3 et 4 - Section II du présent règlement de vote, sont concernées les sections de vote dans lesquelles la défection d'un délégué élu suite à une démission, au décès ou à la perte de qualité (art. 7) amène cette section de vote à ne plus avoir de délégué.

### **Article 19 : durée du mandat**

Par dérogation à l'article 6 – Section II du présent règlement de vote, la durée du mandat des délégués élus lors de cette élection court jusqu'à la veille de l'assemblée générale annuelle ayant lieu l'année du renouvellement de tous les délégués de la mutuelle.

### **Article 20 : Appel à candidature**

Par dérogation à l'article 8 - Section II du présent règlement de vote, La France Mutualiste fera appel à candidature pour cette opération par l'intermédiaire de la lettre du comité, distribuée en décembre avec la revue mutualiste « La France Mutualiste & Vous » envoyée à tous les adhérents des sections de vote concernées mais aussi par tout autre moyen permettant de joindre les adhérents concernés.

Les conditions d'éligibilité restent inchangées de même que la constitution des dossiers de candidature.

Ces derniers devront être adressés par lettre recommandée AR, envoyée au plus tard à la date spécifiée dans l'appel à candidature, à l'adresse indiquée.

**La France Mutualiste  
D. des Instances / ELECTION  
Tour Pacific  
11-13 cours Valmy  
92977 LA DEFENSE Cedex**

Toute candidature adressée à une autre adresse et/ou une autre dénomination, reçue après la date limite et/ou ne comportant pas les mentions visées ci-dessus n'est pas prise en compte.

### Article 21 : Date limite de tenue de l'élection et mode de scrutin

Par dérogation à l'article 10 – Section II du présent règlement de vote, les délégués nouvellement désignés pourront participer à la tenue d'une assemblée générale dès lors qu'elle se tiendrait au moins 20 jours après leur élection.

Les modalités de scrutin restent inchangées.

### Article 22 : Appel à un prestataire - Bulletins de vote

Par dérogation à l'article 11 – Section II du présent règlement de vote, le conseil d'administration, en fonction du nombre de sections de vote concernées, peut décider que cette opération de vote sera réalisée en interne avec le concours d'un routeur pour réaliser les impressions et l'envoi du matériel électoral.

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre de l'alinéa précédent, et par dérogation à l'article 13 – Section II du présent règlement de vote, la commission électorale après avoir validé les candidatures fera alors établir par les services de la Mutuelle un bulletin de vote récapitulant la liste des candidats de la section de vote, classée par ordre alphabétique à partir d'une lettre qu'elle aura préalablement tirée au sort.

Le routeur retenu se chargera de l'impression des bulletins en autant d'exemplaires que nécessaire.

### Article 23 : Diffusion du matériel électoral

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre de l'alinéa 1 de l'article 22 et par dérogation à l'article 13 – Section II du présent règlement de vote, le matériel électoral, adressé à tous les adhérents concernés, comporte :

- Un bulletin de vote ;
- 1 enveloppe retour comportant la formule imprimée :  
**LA FRANCE MUTUALISTE**  
**Élection des délégués à l'assemblée générale**
- 1 enveloppe de vote ;
- Un courrier d'accompagnement précisant, en outre, les modalités de l'élection, par référence aux dispositions des statuts, du règlement intérieur et du présent règlement de vote.

Ce dispositif, s'il n'est pas électronique (utilisation d'un bulletin de vote avec code barre) devra assurer d'une part l'identification de l'adhérent et d'autre part son anonymat ainsi que la confidentialité de son vote.

### Article 24 : Vote

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre de l'alinéa 1 de l'article 22 et par dérogation à l'article 14 – Section II du présent règlement de vote :

1. Le choix des candidats s'opère par « cochage » de leur nom sur le bulletin de vote dans la limite du nombre de postes de délégués à élire pour chaque section de vote considérée.
2. Le bulletin de vote est glissé dans l'enveloppe de retour.

3. L'électeur-adhérent adresse son courrier dans l'enveloppe T par voie postale avant la date limite fixée par le conseil d'administration (soit 5 jours avant la date de dépouillement des suffrages), la date de réception faisant foi.

## **SECTION IV – RECOURS**

### **Article 25 : Formalisation des recours**

Tout électeur peut saisir la commission électorale d'un recours s'il estime que la régularité des opérations électorales de sa section de vote n'a pas été respectée.

Ce recours doit être adressé à la commission électorale au plus tard dans les 7 jours suivant la proclamation des résultats, le cachet de la poste faisant foi.

Toute contestation doit mentionner les noms et prénoms des candidats concernés ainsi que les opérations visées et les moyens d'annulation ou de réformation invoqués.

La commission électorale instruit les recours et décide à la majorité de la solution à retenir.

Dominique Burlett

Président



## ANNEXE

### CARTE ELECTORALE

Le conseil d'administration réuni en séance le 18 avril 2019, a validé la carte électorale comme suit :

« Le périmètre géographique de chaque section de vote est décrit par les limites du département et de la collectivité de Corse dans sa définition de division territoriale de la France, à l'exception des adhérents dont l'adresse se trouve à l'étranger, dans les DOM/TOM ou correspond à un code postal spécifique (ex : Armées...), qui sont regroupés dans une section de vote spécifique. »